

Point de vue | Benoît Laganière, ing. M.Sc, survivant de Polytechnique

Pourquoi compromettre la sécurité?

Les conservateurs viennent compromettre la sécurité des Canadiens en demandant le retrait du Registre des armes à feu et en réclamant la libre circulation de toutes les armes au Canada.

Le lobby des armes à feu tente d'abolir depuis des années l'enregistrement des armes de chasse (armes à feu sans restriction), qui incluent des armes semi-automatiques, dont le Ruger Mini-14 utilisé lors de la tuerie de Polytechnique. Comment cette arme peut-elle encore être considérée arme de «chasse»?

Actuellement, les armes à feu à autorisation restreinte (armes de poing, Beretta Cx4 Storm utilisé lors de la tuerie de Dawson, AK-47, M16, etc.), d'aucune sportivité pour la chasse, ne peuvent qu'être transportées d'un domicile à un centre de tir. Les conservateurs implorent maintenant la libre circulation de ces armes, ainsi que les armes prohibées (armes d'assaut automatiques). Croient-ils améliorer la sécurité du pays avec ces demandes?

Les opposants au Registre des armes à feu s'offusquent du coût du Registre, qu'ils n'ont jamais soutenu financièrement. Si chaque enregistrement d'arme avait été payé à la valeur d'un permis de chien, soit 30 \$ par année, le milliard de dollars qui a servi à établir le Registre aurait été entièrement payé par ces utilisateurs; de plus, un autre milliard aurait été dégagé et aurait pu servir à la lutte contre les gangs de rue!

Le coût actuel du Registre est évalué à 60 millions \$ par année. Si le Registre des armes à feu est

éliminé, le coût du programme serait réduit de 3 millions \$ par année. Ce qui est cher payé pour perdre la trace de plus de 6,6 millions d'armes à feu.

UN OUTIL ESSENTIEL

Le Registre est un outil essentiel pour les policiers canadiens; il est interrogé plus de 9000 fois par jour au Canada. Il est impératif que les policiers soient avisés de la présence d'armes légales avant toute intervention. Le nombre d'homicides a baissé de 500 depuis l'avènement du Registre des armes à feu. Le Registre des armes à feu est un outil qui aide à sécuriser le pays et à savoir où sont localisées les armes.

La société et surtout les détenteurs d'armes doivent prendre conscience de toute la responsabilité d'utilisation d'armes à feu. Devant tous les drames connus, la sécurité de la population ne peut plus être risquée au profit d'un groupuscule.

La famille, l'entourage et les collègues de travail devraient valider le privilège de possession d'armes à un individu à courts intervalles (au lieu de 10 ou 12 ans tel que désiré par les conservateurs).

LE REGISTRE, UN PILIER

Des contrôles plus stricts peuvent être imposés aux nouveaux demandeurs, mais le passé indique qu'un détraqué parvient toujours à déjouer le système pour se procurer légalement une arme. Des peines plus sévères n'empêcheront pas les déséquilibrés de commettre l'irréparable, mais le système de justice doit se repositionner car il a



La société et les détenteurs d'armes doivent prendre conscience de toute la responsabilité relative à l'utilisation d'armes à feu.

— PHOTO LA PRESSE CANADIENNE

perdu de sa crédibilité en libérant des tueurs notoires. C'est un manque de respect de la vie envers la population.

Le Registre des armes à feu ne peut assurer à lui seul la protection de tous les citoyens. Il est non négociable et ne doit plus faire l'objet d'une dissolution par quelque parti politique que ce soit; il doit servir de pilier à l'amélioration de la sécurité des citoyens canadiens.

Des pistes de solutions aux homicides par arme à feu doivent maintenant être envisagées. Par exemple, les armes de chasse ne devraient pas avoir de chargeur, les comportements anormaux d'individus devraient être fortement dénoncés par les citoyens, les arcs et arbalètes (très efficaces pour la chasse aux gros gibiers) devraient être popularisés, des crédits d'impôts devraient être

accordés aux personnes voulant se départir de leurs armes, la culture de la violence (banalisée dans les films et jeux vidéo) devrait faire l'objet d'études sur le comportement humain, des aides psychologiques d'urgence par téléphone devraient être offertes en tout temps, etc.

CHASSE ET CIVISME

La gestion des armes à feu doit continuer à se faire à l'échelle canadienne. Les armes utilisées par les gangs de rue canadiens proviennent en grande partie de nos voisins américains. Ce transfert d'armes illégales ne doit pas se répéter entre les provinces canadiennes.

Stephen Harper a manqué de jugement en appelant la population à contacter les élus afin d'appuyer leurs initiatives (loi C-301) lors d'une réunion d'association de chasseurs (et où une arme a été tirée comme prix de présence...). Que penser d'un tel comportement? Stephen Harper, qui tire maintenant dans la direction du Sénat (loi S-5) pour parvenir à ses fins, a des allures de mercenaire dans ce dossier.

La chasse est plus qu'un sport au Canada. Elle est une tradition et un art de vivre pour plusieurs. Elle assure un équilibre essentiel dans la nature. Le privilège de chasse doit être conservé.

Cependant, le lobby des armes à feu, mené par le premier ministre Harper, a perdu tout sens du civisme et des responsabilités sociales avec ses dernières demandes qui compromettent sérieusement la sécurité des citoyens canadiens.